

Une activité bancaire dynamique et une rentabilité solide

En 2017, la croissance des actifs financiers des résidents réunionnais est soutenue et celle des crédits s'accélère. Les taux pratiqués à La Réunion poursuivent leur baisse, en lien avec des conditions financières exceptionnellement favorables. Dans un contexte de changement général du modèle de la banque de détail et de ses métiers, la rentabilité globale du secteur est contrainte par la faiblesse des taux d'intérêt et la réduction de la marge d'intermédiation. Elle résiste néanmoins grâce à la baisse des créances douteuses.

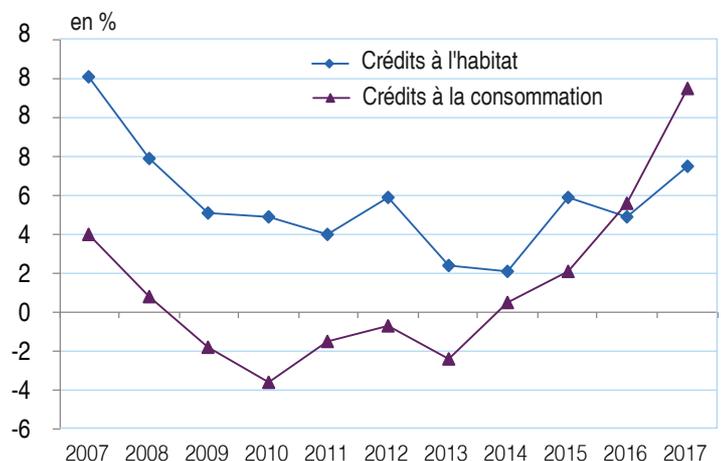
Service « Études et suivi des établissements de crédit », agence IEDOM de La Réunion

Fin 2017, les agents économiques réunionnais détiennent 14 milliards d'euros d'encours d'actifs financiers (liquidités ou **dépôts à vue** et **produits d'épargne à long terme**). Les ménages en possèdent 70 % et la hausse des montants qu'ils détiennent s'accélère (+ 6,1 % en 2017 après + 3 % en moyenne de 2014 à 2016). La préférence des ménages pour la liquidité reste marquée, les produits d'épargne étant faiblement rémunérés. Ainsi, les dépôts à vue (comptes courants) progressent de 12,5 % sur un an. Toutefois, certains placements liquides ou à long terme se redressent en 2017, notamment l'assurance-vie (+ 7,0 %).

Les sociétés non financières augmentent aussi leurs dépôts à vue, avec une croissance supérieure à 10 % pour la cinquième année consécutive. En effet, en plus d'un contexte économique favorable, ces sociétés continuent de bénéficier du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. En outre, ils profitent de transferts de placements « liquides » (- 17,6 %).

1 Forte croissance des crédits aux ménages

Évolution des crédits à la consommation et à l'habitat des ménages



Source : Iedom.

Une hausse des crédits stimulée par des taux bas

En 2017, les encours sains de crédits - pour lesquels il n'y a eu ni retard ni incident de paiement - à l'économie réunionnaise progressent fortement (+ 7,0 %), nettement plus que la

moyenne sur la période 2009-2016 (+2,8 %). Ils dépassent désormais les 21 milliards d'euros. Contrairement aux années antérieures, les banques locales affichent une croissance aussi soutenue que celle des prêteurs institutionnels, comme l'Agence française de développement et la Caisse des dépôts et consignations.

Les crédits accordés aux entreprises progressent de 4,1 %, tirés par les crédits d'investissement (+ 8,5 % contre + 3,7 % moyenne de 2014 à 2016). Les crédits immobiliers des sociétés non financières augmentent toujours (+ 3,2 %), mais moins vite que les années correspondant au pic de la production de logements sociaux. À l'inverse, les crédits de trésorerie des sociétés non financières se contractent pour la seconde année consécutive (- 8,2 % après - 3,4 % en 2016), en cohérence avec la hausse constatée de leurs dépôts à vue. Les encours d'affacturage baissent également et traduisent aussi la probable amélioration de la trésorerie des entreprises.

Après une légère contraction en 2016, les encours de crédits aux collectivités locales progressent de nouveau (+ 8,3 %). Côté ménages, la hausse des

encours de crédits à l'habitat s'accélère (+ 7,5 % après + 4,0 % en moyenne de 2014 à 2016 - *figure 1*). Témoin du regain d'activité dans l'immobilier, c'est la plus forte hausse depuis la crise de 2009. La dynamique des crédits à la consommation s'intensifie également (+ 11,5 % après + 2,1 % en moyenne de 2014 à 2016). Ils financent notamment des achats d'automobiles et de biens d'équipement.

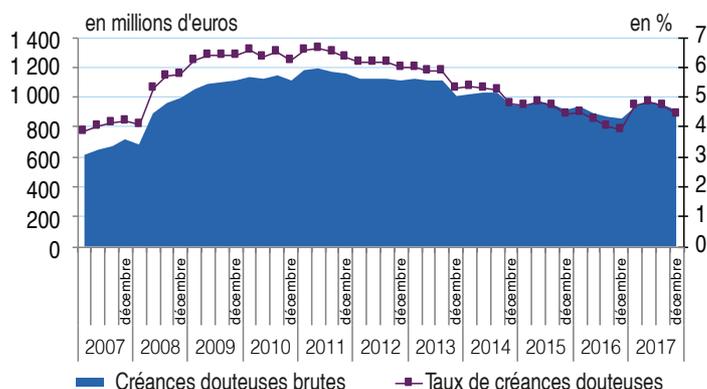
Moins de créances douteuses et une rentabilité solide

En 2017, pour la cinquième année consécutive, les **créances douteuses** portées par les établissements de crédit diminuent (- 5,5 %, *figure 2*). Depuis juin 2012, elles ont reculé de 300 millions d'euros, en partie du fait de cessions de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés. Elles ne pèsent plus que pour 3,9 % dans les encours bruts totaux contre 6,6 % en juin 2012.

Dans un contexte de changement général du modèle de la banque de détail et de ses métiers, la rentabilité du système bancaire réunionnais est globalement solide en 2017. Le chiffre d'affaires des établissements financiers reste contraint par des taux historiquement bas et des marges d'intermédiation plus faibles qu'avant. Grâce à la réduction de leurs créances douteuses, leur résultat est néanmoins en hausse de 15 % en un an. Les sociétés financières spécialisées dans les crédits à la consommation tirent leur épingle du jeu, alors que l'activité de celles spécialisées dans le crédit interentreprises (les *factors*) se réduit. ■

2 La baisse des créances douteuses se poursuit

Évolution des créances douteuses et de leur poids à La Réunion



Source : Iedom.